



**Jour
J-91**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

01/10/2019

Axe Bolequin – Toulepleu – Frontière du Liberia P2

Un horizon favorable s'ouvre pour le Cavally

Commission électorale indépendante P5

Coulibaly Kuibiart Ibrahim élu nouveau président

Qualité et sécurité des soins P7

**L'hôpital Mère-Enfant de Bingerville
reçoit une certification internationale**

INTERVIEW/ PHÉNOMÈNE DES "GNAMBROS" P12

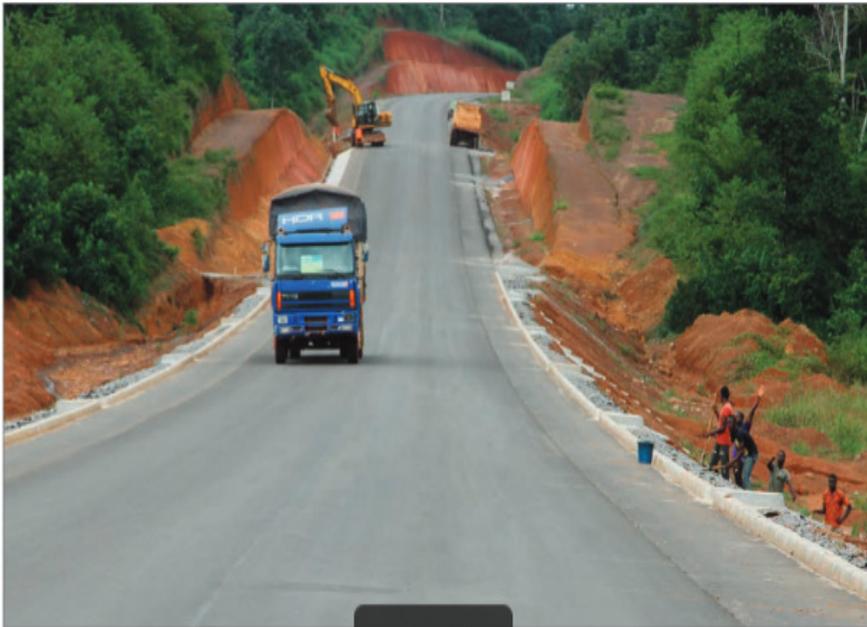
**Pr Raymond Bazaré, criminologue, fait
de fracassantes révélations**

Axe Blolequin – Toulepleu – Frontière du Liberia Un horizon favorable s'ouvre pour le Cavally

Le Gouvernement a engagé d'importants projets structurants dans la région du Cavally, à l'Ouest. Des projets en cours et d'autres à venir qui sonneront l'ère du développement de la circonscription administrative. Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly y effectuera une visite, du 3 au 5 octobre.

Le Premier ministre se rend du 3 au 5 octobre, dans la région du Cavally, dans l'Ouest du pays, où il posera de grandes actions de développement. Amadou Gon Coulibaly donnera notamment le premier coup de pioche de la construction de l'axe Toulepleu – Zouan-Hounien et va s'enquérir de l'avancement des travaux de bitumage de la route partant du département de Blolequin à la frontière du Liberia en passant par Toulepleu. Longue de 65 Km, cette route internationale qui est en construction depuis début 2017 revêt une importance stratégique pour la région du Cavally qui souffre d'un manque important d'infrastructures routières, entravant fortement le développement de son économie et favorisant l'insécurité.

Les autorités et les populations locales sont heureuses de savoir que cette route leur ouvrira d'heureuses perspectives de développement. Une équipe de reportage de Fraternité Matin était récemment dans la région. « Toulepleu sort progressivement de l'ornière. Lorsque ce projet transfrontalier sera fini, ainsi que les autres projets d'infrastructures routières annoncés, notre département deviendra le centre de gravité du Cavally, mais



Ce n'est plus la piste impraticable reliant les départements de Blolequin et Toulepleu qu'on connaissait mais une voie bien bitumée. (PHS : VÉRONIQUE DADIÉ)

aussi de la région du Guémon. On nous a aussi annoncé que Toulepleu bénéficiera du bitumage de 6 Km de routes urbaines (...) Le développement de notre département et de toute la région est en train de poindre ; des exploitants miniers se signalent et il y a déjà des spéculations sur les terrains urbains », nous a confié

le préfet de Toulepleu, Ibrahim Cissé.

38 Km réalisés sur 65 Km

La construction de l'axe Blolequin-Toulepleu-Frontière du Liberia avance bien comme nous l'avons constaté, le 7 septembre. À ce jour, le tronçon Blolequin-Toulepleu est quasiment achevé et le dé-

broussement pour l'ouverture du tronçon entre Toulepleu et la frontière du Liberia avance bien également. « À ce jour (le 7 septembre Ndir), nous avons bitumé 38 Km de route à partir de Blolequin. Il reste moins de 10 Km pour atteindre Toulepleu. Mais ce petit tronçon est déjà remblayé et terrassé. C'est seulement le bitume qui n'a pas encore été mis à cause de la pluie qui, actuellement, gêne un peu les travaux. En outre, à partir de Toulepleu, nos machines sont en train d'ouvrir la route dans le sens de la frontière du Liberia. Six Km de route ont déjà été ouverts. Les travaux sont prévus pour être livrés avant la fin du premier semestre de 2020 », a expliqué Rico Hounkanli, le chef du projet. L'entreprise exécutante est Sbi International, une société de droit suisse qui a déjà réalisé d'importants travaux de Btp en Côte d'Ivoire. Sur le présent projet, a précisé M. Hounkanli, une dizaine d'entreprises ivoiriennes sont en sous-traitance. Et 635 emplois directs ont été créés.

Du regain de vitalité de l'économie

À présent, les travaux sont concentrés au niveau du village de Sahibly où un pont est en construction sur le fleuve Cavally. Les piliers de cette infrastructure sont déjà en place, et les blocs de béton bitumi-

neux sont en passe d'être posés. De quoi susciter de la joie dans le cœur des populations de ce village. Armand Tchègnon, un commerçant de produits vivriers qui habite le village, nous a expliqué comment cette route impacte ses activités. « Depuis que la route a été construite, j'arrive à apporter en ville plus de marchandises qu'auparavant. En un seul jour, j'arrive à évacuer tous mes produits là où je n'étais plusieurs jours avant », se réjouit-il.

Avec une superficie de 11 294 Km², la région du Cavally occupe la zone frontalière avec le Liberia sur plus de 150 Km avec une population estimée à 600 000 habitants. La principale activité économique dans le Cavally reste l'agriculture, avec comme principaux produits le café, le cacao, l'hévéa et le riz. Le secteur secondaire est très peu développé ; on dénombre seulement quelques usines dans les secteurs bois et caoutchouc.

L'insuffisance d'infrastructures routières est pointée du doigt comme la principale cause de ce sous-développement. Avec cette route internationale entre Blolequin et le Liberia qui est en construction et la réhabilitation annoncée de l'axe Guiglo-Blolequin, il y a de quoi espérer en de futurs beaux jours pour la région. Mais le dernier département de la région, à savoir Taï, reste encore isolé. À ce jour, c'est seulement une piste d'une certaine de kilomètres quasi impraticable qui relie cette ville à Guiglo, chef-lieu de région ■

FAUSTIN ÉHOUMAN
ENVOYÉ SPÉCIAL
DANS LE CAVALLY

Un projet impressionnant

L'infrastructure routière en construction dans la région du Cavally, dont le Premier ministre ira s'enquérir de l'évolution, part du village de Yoya, dans le département de Blolequin, jusqu'à la frontière du Liberia, et s'arrête précisément au niveau du pont métallique qui matérialise la frontière avec le Liberia, dans le village de Péhékanhoué-bly. C'est un beau projet transfrontalier et donc qui se poursuivra dans la partie libérienne. L'infrastructure, très belle et moderne, est en train de changer complètement le visage de tout le Cavally. La livraison avant juillet 2020 Pour un coût de réalisation de 29 milliards de F Cfa, ce projet est financé en grande partie par la Banque africaine de développement (Bad). Mais, à en croire le chef du projet, Rico Hounkanli, ce

montant risque d'être réévalué à cause de la découverte de plusieurs points marécageux qui n'avaient pas été pris en compte au départ et qui nécessitent d'autres études et des travaux supplémentaires. Il faut dire que la région du Cavally enregistre une pluviométrie des plus importantes en Côte d'Ivoire (il pleut plus de huit mois dans l'année) rendant la zone très marécageuse. Qu'à cela ne tienne, le projet sera livré avant la fin du premier semestre 2020, a assuré Rico Hounkanli. La route en construction mesure 65 Km, deux fois une voie d'une largeur circulaire de sept mètres et d'un accotement de 1,5m de chaque côté. Elle est réalisée par l'entreprise suisse Sbi International et une dizaine d'entreprises ivoiriennes sous-traitantes. Cette route

traverse le département de Toulepleu qui, à terme, s'en trouvera désormais désenclavé. L'infrastructure comporte un pont de 113 mètres de trois travées qui est actuellement en construction sur le fleuve Cavally dans le village de Sahibly et 66 dalots dont 42 ont déjà été construits. Cette route est prévue pour durer au moins 15 ans. « Il y a un certain nombre de spécifications techniques qui ont été prescrites et que nous respectons. Nous avons notre propre laboratoire qui identifie et contrôle tous les matériaux qui entrent dans la construction de cette route. Je puis vous assurer que la durabilité requise pour la route est garantie », assure Rico Hounkanli ■

F. ÉHOUMAN

347 victimes du projet recensées

La réalisation des travaux de l'axe Blolequin-Toulepleu-Frontière Liberia a occasionné la destruction des maisons, des champs et même des cimetières des villages et campements situés le long de la voie devant être bitumée. Pour éviter que les personnes dont les biens immobiliers et agricoles ont été détruits soient livrées à elles-mêmes, le préfet Ibrahim Cissé a informé qu'un comité de médiation et de suivi des travaux de bitumage a été mis en place et est présidé par les préfets de la région. Son objectif, à l'en croire,

est de faire en sorte que les populations ne soient pas lésées dans le cadre de ce projet. « Lorsqu'on construit une route, il y a des dégâts collatéraux, notamment la destruction de maisons, de cultures. Le comité de médiation a pour rôle de faire le recensement exhaustif de toutes les personnes qui sont impactées, par rapport à leurs biens immobiliers ou agricoles. Nous avons fait le point. Nous sommes à 347 victimes recensées, tant au niveau des biens immobiliers qu'agricoles. Pour chaque bien, on a fait le calcul de ce que chacun

doit recevoir comme indemnisation. D'ici quelques jours, les chèques vont être mis à la disposition des populations », a-t-il rassuré. Avant d'inviter les personnes qui manifestent leur impatience, relativement à leur éventuel dédommagement, à faire confiance au comité de médiation et de suivi des travaux de ce projet. Et surtout de savoir qu'en acceptant de se déposséder de leurs biens pour l'intérêt général, elles ont consenti un grand sacrifice. ■

KANATÉ MAMADOU
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LE CAVALLY

Ibrahima Cissé, préfet de Toulepleu : « Le bitumage des voies fera du département un véritable pôle régional »

Représentant le pouvoir exécutif dans le département de Toulepleu, le préfet Ibrahima Cissé dit attendre avec impatience la livraison de la voie qui relie sa localité à Bloléquin, jusqu'à la frontière libérienne. Il s'est également félicité de l'annonce du lancement des travaux de l'axe Toulepleu-Zouan-Hounien, en passant par Bin-Houyé, par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, qui effectuera une visite dans la région du Cavally à partir du 3 octobre. La venue du chef du gouvernement dans cette circonscription administrative était initialement prévue du 20 au 22 septembre. Mais cette date a été décalée pour cause de calendrier. Amadou Gon Coulibaly, une fois dans le Cavally, conformément au programme que nous avons reçu, mettra à profit sa présence dans le département de Toulepleu pour constater de visu l'état d'avancement des travaux du premier chantier et donner le coup de



(PH: VERONIQUE DADIE)

ront achevés, les conditions de vie des populations s'amélioreront. « Le chantier de la voie Bloléquin-Toulepleu-frontière Liberia avance très bien. Il faut dire que le gros souci des populations, c'était le tronçon Toulepleu-Zouan-Hounien. Savoir que les travaux de bitumage de cette voie, en plus de ceux déjà entamés, vont démarrer bientôt

rend les populations très heureuses. Avec tous ces travaux structurants, Toulepleu deviendra un pôle régional assez important. Je peux même dire que le centre de gravité du Cavally et du Guémon sera, sans exagération, Toulepleu, quand tous ces projets prendront forme, avec également l'électrification des localités par Côte d'Ivoire

énergie », s'est-il convaincu. Le préfet Ibrahima Cissé a rappelé que ses administrés, et même ceux de Bloléquin, vivaient un véritable calvaire lorsqu'ils devaient se déplacer. « Le bitumage de cet axe routier est une véritable bouffée d'oxygène pour tous. Le gouvernement montre que les départements de Bloléquin, Toulepleu et Guiglo, à l'instar des autres départements de la Côte d'Ivoire, occupent une place de choix dans son cœur », s'est réjoui le préfet. Notre joie, a-t-il poursuivi, est aussi grande de savoir que les difficultés des hommes et des femmes vivant à Zouan-Hounien et Bin-Houyé prendront également fin avec le bitumage de la voie qui relie leurs circonscriptions à Toulepleu.

Le préfet, en outre, a indiqué que dès l'annonce de l'arrivée du chef du gouvernement dans sa zone, des dispositions pratiques ont été arrêtées pour mobiliser les populations en vue de faire cette visite un succès éclatant.

KANATÉ MAMADOU

Ces nombreux ouvrages qui parlent

Le département de Toulepleu, outre le bitumage de l'axe Bloléquin-Toulepleu, Alassane Ouattara qui tient au bien-être de ses concitoyens a construit à Sahibly une unité de traitement d'eau potable d'un coût de 2 milliards Fcfa, pour une capacité de près de 150.000 m³ jour. Cette infrastructure qui a été inaugurée le jour même du lancement des travaux de bitumage de l'axe Bloléquin-Toulepleu, dessert aujourd'hui trois sous-préfectures, en plus de la commune de Toulepleu et les villages de Sahibly, Pkorbly Dena Guilié et Ziombly. Il s'agit des sous-préfectures de Pèhé, Meo et Toulepleu. De plus, une dizaine de villages ont été électrifiés, d'autres ont bénéficié de centres de santé et d'écoles. Avec tous ces projets dont certains ne font que démarer, la plupart ont été livrés ou sont en voie de l'être. On peut dire que le gouvernement a fait de l'Ouest de la

Côte d'Ivoire un vaste chantier. Tout le monde est unanime qu'Alassane Ouattara a fait un travail formidable. Les échos retentissent même au-delà des frontières ivoiriennes, au Liberia où ceux qui effectuent régulièrement le déplacement dans les villes ivoiriennes pour s'approvisionner en biens divers ne tarissent pas d'éloges pour Alassane Ouattara. Lors de notre passage dans le village frontalier de Biah, loin d'être jaloux, les Libériens rencontrés félicitaient le premier citoyen ivoirien. « Le développement de Toulepleu aura un impact direct sur notre quotidien. Aujourd'hui, nous avons l'électricité grâce à la Côte d'Ivoire de Ouattara », a indiqué Grâce James, une Libérienne ayant vécu en Côte d'Ivoire aux heures chaudes de la guerre dans son pays. ■

SAINT-TRA BI

ENVOYÉ SPÉCIAL
DANS LE CAVALLY

Quattara tient une promesse de 2009

La route Toulepleu-Bloléquin-frontière du Liberia (Pekan-Houebly), dont les travaux ont démarré il y a quatre ans, et dont le Premier ministre visitera le chantier, a une histoire. En fait, en réalisant le bitumage de cet axe, le Président de la République tient une promesse de campagne faite en octobre 2009 alors qu'il séjournait dans la région. Le cortège du candidat Alassane Ouattara - qui sillonnait la région - avait mis plus de quatre heures de temps pour parcourir les 62 Km qui séparent Bloléquin de Toulepleu. Des véhicules, y compris certains de type 4X4, avaient dû rebrousser chemin, compte tenu du piteux état de la route. Correspondant d'un quotidien de la place à l'époque, nous avions pris part au voyage du candidat du Rdr ce jour-là. Une fois sur place, l'actuel chef de l'Etat - qui a pris la mesure des souffrances auxquelles les populations étaient confrontées - avait mis de côté son discours et axé essentiellement son intervention sur la question de la route. Il avait compris que la principale préoccupation des populations, c'était la route et il s'est engagé s'il sortait vainqueur de la pré-

sidentielle, à bitumer cet axe important. « Si je suis venu par la route, c'est pour me rendre compte par moi-même des difficultés que vous avez à parcourir ce tronçon non bitumé qui mène d'ici à Bloléquin. Si je suis élu, je vais bitumer cette route et construire un nouveau pont sur le fleuve Cavally. Cette route ne répond pas aux besoins d'une région aussi riche », avait promis le candidat à la place qui porte aujourd'hui son nom à Toulepleu, devant les populations sorties massivement pour l'écouter. Dix ans après, il respecte donc la parole donnée. Alors qu'à l'époque, beaucoup n'y croyaient pas dans une zone qui était presque entièrement acquise à la cause de La majorité présidentielle (Lmp). « D'aucuns disaient que c'étaient des mensonges, d'autres parlaient d'illusions, mais le projet a été lancé en septembre 2015 par le vice-président Daniel Kablan Duncan, alors Premier ministre et quatre ans après, le bitume est arrivé à Toulepleu. C'est du concret et c'est ce que nous voulons », raconte avec joie Pèhé Gildas, habitant de Toulepleu. ■

S-TRA BI

Le poste qui fera oublier les problèmes d'électricité

Si il y a un domaine où l'action gouvernementale s'est le plus concentrée en ce qui concerne le développement du Cavally, c'est bien l'électricité. Plusieurs localités de cette région ont été raccordées au réseau électrique au cours de la décennie, comme on a pu le constater, et certaines ont même déjà été mises sous tension. Les autorités se sont engagées à aller plus loin en renforçant la qualité et la disponibilité de l'électricité de sorte qu'on ne parle plus de coupures ou de baisse de tension dans le Cavally. En effet, est en construction dans le département de Toulepleu un poste source de transformation 225 Kilovolts. Ce poste qui est presque achevé vient en soutien à celui de Danané qui, jusque-là, couvre la région du Cavally, qui enregistre une urbanisation galopante. Avec cette nouvelle infrastructure, les quatre départements et tous les villages de la région seront fournis en une électricité de qualité, a précisé Amangoua Kouabran, responsable du Centre régional tech-



Les travaux de réalisation de l'infrastructure électrique sont presque achevés.

nique couvrant le district des Montagnes dont fait partie la région du Cavally. Elle permettra aussi, a-t-il ajouté, de renforcer la fourniture de l'électricité au Liberia voisin dont plusieurs grandes villes frontalières sont à ce jour fournies en électricité par la Côte d'Ivoire à travers le poste de

Danané. La réalisation de ce poste, a précisé M. Kouabran, est financée à hauteur de 9,2 milliards de F Cfa par l'Exim Bank Chine. Et les travaux sont exécutés par le consortium chinois Cneec-Sinomach. De 1960 à 2011, ce sont 25 localités sur les 57 que compte Guiglo qui ont été électrifiées.

Et de 2012 à ce jour, 15 nouvelles localités ont été raccordées au réseau électrique portant ainsi le taux d'électrification de la ville à 70,18%. Mais l'objectif des autorités, selon Amangoua Kouabran, est d'atteindre les 100% à l'horizon 2025. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Axe Toulepleu - Zouan-Hounien

La route de l'union des peuples Wê et Dan

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly est attendu du 3 au 5 octobre à Toulepleu où il procédera au lancement des travaux de bitumage de l'axe Zouan-Hounien-Bin Houyé, long d'environ 50 km. La route du brassage et de l'union des peuples. Ainsi peut-on dénommer cette route qui relie la région du Cavally, à partir de Toulepleu, à celle du Tonkpi, et scelle l'union entre les peuples frères Wê (Guéré) et Dan (Yacouba). Cette route est un véritable calvaire pour les usagers qui mettent parfois cinq heures environ pour la parcourir dans son état actuel. L'équipe de reportage de Fraternité Matin a pu s'en rendre compte au cours d'un récent déplacement. Le transport des biens et des personnes est assuré par des motos taxis et s'y aventurer avec un véhicule, c'est vivre un cauchemar. Le bitumage de cet axe va donc désenclaver la région, créer de nouvelles opportunités d'affaires et contribuer énormément à l'amélioration des conditions de vie des populations. Partisans du Rhdp, le parti au pouvoir, ou de l'opposition, tous saluent ce projet et en attendent d'ailleurs beaucoup. Les productions agricoles, qu'il s'agisse des cultures de rente ou des vivriers, seront récoltées plus facilement. « Nous avons du mal à écouler nos récoltes. Les véhicules refusent de venir chercher nos produits agricoles. Nous vivons un vé-



La voie, pour l'heure, est un vrai cauchemar pour les populations. (PHS : VÉRONIQUE DADIÉ)

ritable drame ici. Nos produits pourrissent par manque de véhicules. Le lancement du bitumage de cette route suscite beaucoup d'espoir chez tout le monde », explique Neho Toikeusse Lambert, planteur à Seipleu. Pour ce qui les concerne, les fonctionnaires et agents de l'Etat en fonction dans ces zones se feront une raison d'y rester durablement. Pour l'instant, ces travailleurs pensent que c'est une punition d'être affectés dans ces régions et cherchent à s'en aller. « Se déplacer est un véritable parcours du combattant surtout pendant les périodes des pluies diluviennes. Aller à la solde est un cauchemar, l'état de cette route favorise les attaques à mains armées de malfaîtres qui n'ont pas d'efforts

à fournir pour stopper un véhicule ou une moto », raconte avec amertume BK enseignant à Bin-Houyé. Le maire de Toulepleu Denis Kah Zion, lors d'une visite de chantier à Sahibly pense que ce projet permettra d'une part de désenclaver Toulepleu, ville frontalière à grande capacité agricole et commerciale en lui permettant de jouer son rôle naturel de soutien aux départements voisins moins nantis. Aussi, au plan sanitaire, il permettra de résoudre le problème des évacuations, rendues difficiles, surtout parce que concerne les cas d'accouchement, constituent un casse-tête. « Ce projet montre que le Président Alassane Ouattara et le Rhdp ne sont pas dans les discours mais posent des

actes forts pour le bien-être de leurs concitoyens. L'évacuation des malades et surtout des femmes enceintes sera plus facile une fois cette route bitumée », confie Magloire Danin, un fils de la région qui se réjouit du bitumage de l'axe Toulepleu-Blouquin. Avec le bitumage de l'axe Toulepleu - Zouan-Hounien, dont les travaux vont ainsi démarrer, affirme-t-il, Alassane Ouattara est en train de faire de Toulepleu et Zouan-Hounien des carrefours, donc des pôles de développement de l'extrême Ouest. « Toulepleu sort de l'or-

nière avec ces projets majeurs. La ville va prendre son envol et devenir le centre commercial de référence dans cette zone frontalière. L'accès rendu facile, les Libériens viendront, les Guinéens aussi, et la liaison avec Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, sera nettement facilitée. Le trafic deviendra dense dans la région, ce qui contribuera à créer des richesses tout en réduisant le coût de la vie », explique Adama Dembéle, un riche commerçant de la localité. En tout cas, la nouvelle du dé-

placement du premier ministre Amadou Gon Coulibaly à Toulepleu est accueillie avec joie dans la région, les villages et villes voisines impactés par ce projet. La raison : il y était le 9 mai 2019 pour l'inauguration de la grande usine de lixiviation en cubes (Cil) de la mine d'or d'Ity d'un coût de 300 milliards de Fcfa. « A chaque fois qu'il est annoncé, le Chef du gouvernement vient avec de bonnes nouvelles. Aujourd'hui, c'est pour le bitumage d'un axe important qu'il effectue le déplacement. Nous espérons qu'il reviendra souvent dans notre région, pour nous faire bénéficier du développement. Comme on le dit, la route précède le développement et avec ce projet, le Président de la République Alassane Ouattara et le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly nous apportent le développement », affirme le maire de Bin Houyé, André Mèman Narcisse. Qui ajoute que le bitumage de cet axe occasionnera l'ouverture de corridors alternatifs visant à favoriser l'intégration sous régionale en permettant à la Côte d'Ivoire d'y jouer plus activement son rôle de locomotive économique ■

SAINT-TRA BI
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LE CAVALLY

La préfecture de Toulepleu en ruine



Le bâtiment abritant les bureaux du représentant du chef de l'État a été abandonné depuis mars 2019.

Le bâtiment abritant les bureaux de la préfecture de Toulepleu est complètement délabré. Cet état de fait a poussé les autorités administratives à abandonner ces locaux en mars 2019 pour s'installer à l'ancien camp de l'Onuci tout aussi dégradé. Sept mois après, nous avons pu constater, lors de notre passage dans la cité frontalière, que les travaux de réhabilitation de l'édifice n'ont toujours pas démarré. L'état de délabrement du bâtiment retient toute suite l'attention des visiteurs. À première vue, l'entrée de la bâtisse a été scellée, pour éviter que le fronton du bâtiment, qui n'est pas loin de s'écrouler, ne mette en danger la vie des

travailleurs et des visiteurs. L'intérieur de l'établissement préfectoral n'est pas plus reluisant. La crasse et la moisissure sont visibles sur les murs défraîchis. La charpente défallante et la toiture perforée ont occasionné des infiltrations dans les plafonds, matérialisées par des tâches glauques et verdâtres çà et là dans presque toutes les pièces. De l'enceinte, l'on a pourtant une vue des travaux de bitumage de l'axe Blouquin-Toulepleu-frontière et ceux de la construction d'un centre de transformation électrique. Avec ce décor présenté, il faut dire que la préfecture de Toulepleu est en ruine. Sa réhabilitation s'impose.

Les regards sont tournés désormais vers le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly qui entreprend une visite dans la région pour la rénovation de ce bâtiment administratif. Les populations appellent à un suivi rigoureux des travaux de réflexion, de sorte à résoudre définitivement les problèmes de ce bâtiment qui a déjà été rénové une fois. En effet, la préfecture de Toulepleu a été inaugurée le 22 septembre 2010 par l'ancien ministre de l'Intérieur, feu Désiré Tagro. Puis, elle a été réhabilitée après la crise postélectorale en 2012 ; ce qui ne l'empêcha pas de ressembler aujourd'hui à un bâtiment centenaire ■

S. TRA BI

Guiba Koné, préfet par intérim de Zouan-Hounien : « Nous sommes contents de voir ce projet inscrit dans l'œuvre pharaonique du Président Ouattara »

Le représentant du Chef de l'Etat dans le département de Zouan-Hounien, le préfet par intérim Guiba Koné, débordait de joie, le vendredi 7 septembre, dans les locaux de la préfecture, à l'annonce de l'arrivée du Premier ministre dans la région Cavally. La cause de cette joie réside dans le fait que le chef du gouvernement lancera les travaux de bitumage de la voie qui part de Toulepleu à Zouan-Hounien, circonscription administrative placée sous son autorité, en passant par Bin-Houyé. « Le bitumage de cet axe va désenclaver notre département. C'est une promesse qui avait été faite par le Premier ministre. Elle va se réaliser. Nous sommes contents de voir ce



projet inscrit dans l'œuvre pharaonique du Président de la République, Alassane Ouattara », s'est-il réjoui. Guiba Koné, au nom des populations, a remercié le Chef de l'Etat pour ses actions dans leur département en vue d'améliorer les conditions de vie de ses administrés. « Le bitumage de cet axe fera la boucle. C'est-à-dire que la voie passera par Duékoué, Man, Toulepleu pour rejoindre Odienné et même Korhogo », a-t-il fait savoir. Avant de prendre l'engagement de faire en sorte que tous les habitants se mobilisent pour réserver un accueil chaleureux au Premier ministre ■

K. MAMADOU

Commission électorale indépendante

Coulibaly Kuibiert Ibrahim élu nouveau président

Les membres de la Commission centrale de la Cei ont procédé hier à l'élection du nouveau président, ainsi que des vice-présidents et des secrétaires.

Le nouveau président de la Commission électorale indépendante (Cei) s'appelle Coulibaly Kuibiert Ibrahim. Il a été élu hier au cours d'une réunion au siège de l'institution, qui avait pour ordre du jour la mise en place du bureau de la Commission centrale. Au terme des travaux qui ont duré plus de 8 heures de temps, c'est le rapporteur du bureau d'âge, Adja Owo Serge Alain, qui a lu le procès-verbal et rendu public la liste des membres du nouveau bureau.

A propos de l'élection du président, le rapporteur a fait savoir que deux candidats étaient en lice. Il s'agissait de Coulibaly Kuibiert Ibrahim et Yoli-Bi Koné Klintio Marguerite. Au terme du vote, le premier cité a remporté le scrutin, avec neuf voix contre six pour son adversaire. Coulibaly Kuibiert Ibrahim



Les membres de la commission centrale de la Cei ont tenu leur première réunion qui a vu l'élection des membres du Bureau. (PHOTOS : JOSÉPHINE KOUADIO)

him est le représentant du Conseil supérieur de la magistrature au sein

de la Commission centrale de la Cei, composée de quinze membres.

Conformément à la loi portant reconstitution de la Cei, le nouveau bureau comporte sept membres.

De ce fait, après le président, trois vice-présidents, un secrétaire et deux secrétaires adjoints ont aussi été élus.

«Koné Sourou a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (...) Il est donc élu 1er vice-président de la Cei», a indiqué le rapporteur. Le poste de 2e vice-président est revenu à Dogou Alain dit Goba Maurice,

le candidat unique. En ce qui concerne le poste de 3e vice-président, il a été remporté par Sanogo Salimata Porquet (Plateforme des femmes et des jeunes pour la paix, la démocratie et la gouvernance). Il faut noter que Mme Porquet est l'un des six représentants de la société civile au sein de la Commission centrale, quand Alain Dogou est membre de l'opposition, représentant la plateforme Afd. En ce qui concerne M. Sourou, il représente le Chef de

l'État au sein de la Commission centrale de la Cei.

Par ailleurs, le poste de secrétaire est revenu à Adjoumani Pierre (représentant de la Plateforme des organisations de la société civile pour l'observation des élections en Ci). Au niveau des deux postes de secrétaires adjoints, c'est Emile Ebrotié (un des représentants du Rhdpc) qui a été élu par ses pairs en qualité de 1er secrétaire adjoint. Le poste de 2e secrétaire a été remporté par Lagou Adjoua Henriette.

Au début des travaux, un bureau d'âge présidé par la doyenne d'âge a été mis en place, conformément à l'article 10 du règlement intérieur de la Cei. Ce bureau qui a conduit les travaux a eu pour présidente Sanogo Salimata Porquet, assistée d'un secrétaire et

d'un rapporteur qui sont les plus jeunes membres de la Commission centrale.

Il s'agit respectivement de Bamba Sindou et Adja Owo Serge Alain.

Le rapporteur, en guise de conclusion, a déclaré que le nouveau président, au terme des travaux, «a remercié ses pairs pour la confiance placée en lui et les a félicités pour l'excellent esprit dans lequel se sont déroulés les travaux».

MARCEL APPENA

Propos de...

Salimata Porquet
(Présidente du bureau de séance) :

«Les travaux se sont déroulés en toute démocratie»



Ce n'était pas très facile. Mais les travaux se sont déroulés de façon conviviale, en toute démocratie. Si des personnes s'attendaient qu'on vienne installer les membres du bureau en un tour de bras, elles se sont trompées. Il y a eu des candidatures au niveau de tous les postes à

pourvoir. Les candidats aux postes de président, de vice-président ont été élus individuellement. On a enregistré plusieurs candidatures. Nous avons essayé de jouer la carte du consensus. Mais, ce n'était évident. Car, on n'a pas pu accorder nos violons. On est donc allé aux élections qui ont été démocratiques. Je vous assure que c'est la première fois qu'on voit des élections si bien organisées, dans la convivialité, dans la fraternité. En tout cas, tout s'est bien déroulé.

Coulibaly Kuibiert Ibrahim
(nouveau président de la Cei)

«Je demande à tous les électeurs de nous faire confiance»

Au nom de tous les commissaires ici présents, je demande à tous les électeurs de nous faire confiance. Qu'ils ne préjugent de rien. Au sein de la commission centrale, il y a plusieurs compétences réunies qui vont unir leurs forces. C'est un creuset d'intelligences. Qu'ils nous fassent réellement confiance, car nous avons prêté serment qui est une

alliance que nous avons nouée avec la vérité. En fait, la Cei fonctionne de façon collégiale. Il n'appartient pas à M. Kuibiert de prendre seul les décisions; les décisions se prennent ensemble. Et au sein de la Cei, tous les acteurs sont représentés. Il faut nous faire confiance en faisant de sorte que nous bénéficions de la présomption d'innocence. Nous n'avons pas encore agi. Donc on ne peut pas être coupables. Faites-nous confiance, et jugez-nous sur les actes».

PROPOS RECUEILLIS PAR
M. APPENA



Qui est le nouveau président de la Cei ?

Le nouveau président de l'institution chargée d'organiser les élections en Côte d'Ivoire est connu. Il s'agit du magistrat hors hiérarchie Coulibaly Kuibiert. Ce n'est pas un nouveau venu dans l'organisation des élections ni dans l'institution. En 2011, il y était pour le compte du Conseil supérieur de la magistrature. Il a été, en 2012, observateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) au Sénégal. De 2011 à 2015, il était chef de cabinet du président de la Cour suprême. Avant son retour à la Commission électorale indépendante, il occupait le poste de secrétaire général du

Conseil constitutionnel. A ce titre, il a participé au contentieux du référendum, de l'élection des députés, des sénateurs et du Président de la République. Rappelons que le Conseil constitutionnel est la juridiction chargée de la régulation du fonctionnement des pouvoirs publics. Il est juge de la conformité de la loi au bloc de constitutionnalité, du contrôle de l'élection présidentielle et des élections parlementaires.

Mais avant toutes ces fonctions, il a été substitut du procureur au tribunal du Plateau à Abidjan, chargé de la lutte contre les infractions commises aux moyens des nouvelles technologies de la communication. Il a été aussi, de 2006

à 2011, chef de cabinet du ministre de la Justice. Mais surtout, il a été de 2007 à 2010, directeur des opérations des audiences foraines. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de sortie de crise, le gouvernement d'alors avait organisé des audiences foraines.

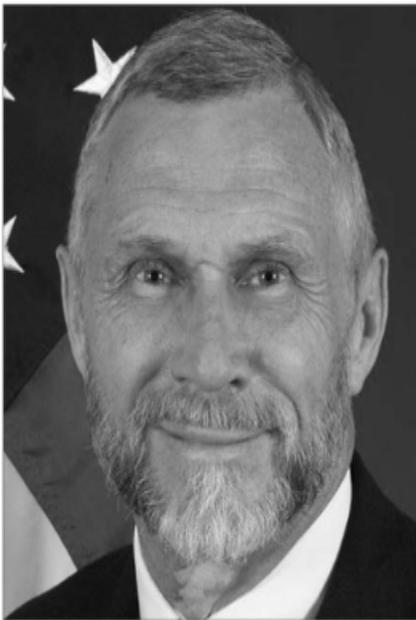
C'est donc une personne qui maîtrise les textes juridiques, qui connaît la sphère électorale, qui succède à Youssouf Bakayoko. Ceux qui connaissent bien le nouveau président de la Cei disent que c'est un bourreau du travail, ouvert au dialogue qui fonctionne sur des principes, surtout celui de l'éthique.

E.ABOUA

Coopération Côte d'Ivoire-États-Unis Le nouvel ambassadeur américain s'installe

L'ambassade des États-Unis a un nouveau responsable. L'arrivée de S.E. Richard K. Bell a été annoncée, hier, par un communiqué de l'ambassade.

L'ambassade des États-Unis à Abidjan est heureuse d'annoncer l'arrivée de l'ambassadeur Richard K. Bell en Côte d'Ivoire", lit-on dans un communiqué diffusé hier. Selon ce communiqué, Richard Bell est un diplomate de carrière du département d'Etat avec une expérience en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe. Toujours selon ce communiqué, "il a occupé le poste de chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis à N'Djamena, au Tchad. Entre autres missions récentes, il a été conseiller en politique étrangère auprès du commandement des États-Unis pour l'Afrique à Stutt-



gart, en Allemagne; premier conseiller à l'ambassade des États-Unis à Niamey, au Niger où, en l'absence de l'ambassadeur, il a dirigé la mission en tant que chargé d'affaires pendant une année (2013 - 2014)." L'ambassadeur Bell a aussi occupé le poste de chef de la section politique dans les ambassades des États-Unis à Addis-Abeba, en Éthiopie et à Antananarivo, à Madagascar, ce qui lui a permis d'avoir une connaissance approfondie de l'Afrique. Le diplomate est un ancien volontaire du corps de la paix au Yémen. Il parle le français et un peu l'arabe. ■

E. ABOUA

Grain de Sel

Par Germaine Boni

Ton apaisé !

Une semaine écoulée a été enrichie par les nouvelles, de bonnes nouvelles venant de Kouassi-Kouassikro, Bocanda et Dimbokro. Le Président de la République y était en visite d'Etat. Au bord du N'Zi, c'était la convivialité, la joie de retrouver les siens. Mais aussi l'occasion pour le fils prodige de toucher du doigt la souffrance de ses parents et d'en proposer des solutions. Des cahiers de doléances, oui, le Président Alassane Ouattara en a reçus, concernant les infrastructures routières, l'accès à l'eau potable, à l'électricité... Des réponses à ces doléances, oui, il en a donné également. Des villages et quartiers sortis de l'obscurité (Lengbékouadiokro, Blaidy Extension, Koffi Ackant). La Première dame Dominique Ouattara, en soutien à son époux, a posé des actes de haute portée sociale : Réhabilitation et équipements de centres de santé, 500 millions en nature offerts aux femmes dans le cadre du Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafco), des tracteurs, broyeuses, presseuses, machines à coudre, des casques pour les salons de coiffure... ont été offerts aux braves femmes de la région du N'Zi. Le développement est véritablement enclenché dans le N'Zi. Des engagements ont été pris pour ouvrir, faire avancer et achever des projets notamment le pont sur le N'zi, la réouverture de l'usine Utexi, l'épineuse question de la route reliant Dimbokro à Bocanda... Toutes ces initiatives ne peuvent se réaliser que dans un climat de paix. Et le Chef de l'Etat, partout où il est passé, n'a eu de cesse d'exhorter les populations à la culture de paix, de cohésion, gages du développement durable auquel aspirent les populations. La preuve, il a toujours utilisé le bon ton même quand les journalistes l'amènent à parler de son grand frère Bédié, président du Pôci-Fida. « Je ne ferai pas de commentaires sur les propos de mon aîné. Je suis quand même à Dimbokro où il m'a accompagné l'année dernière au cimetière, lorsque j'avais perdu mon frère aîné. Et je le remercie pour cela. Je le considère comme un ami. Il a été à l'école primaire, à Bocanda, avec ce dernier qui fut vice-président de l'Assemblée nationale avec lui... ». Le bon ton ou le ton apaisé, c'est aussi quand le Président Ouattara reste confiant et rassuré qu'avec le renforcement des investissements dans tous les secteurs « les Ivoiriens continueront de connaître la paix, la sérénité et la tranquillité ». La paix, la cohésion. Rien que ça pour nos populations et pour notre pays. ■

Atelier des Médiateurs de la République de l'Uemoa à Yamoussoukro

L'application des textes se heurte aux pratiques administratives

Pendant trois jours, les Médiateurs de l'espace Uemoa vont réfléchir aux stratégies visant à relever les nombreux défis qui s'imposent à eux.

La problématique de l'application des directives et actes de l'Uemoa est au centre d'un atelier de réflexion qui réunit, depuis le 30 septembre, à l'hôtel Président de Yamoussoukro, les Médiateurs de la République venus des huit pays membres de cette institution sous-régionale. Selon Me Ali Sirri Maïga, Médiateur de la République Niger et président de l'Association des Médiateurs des pays membres (Amp-Uemoa) qui a ouvert les travaux, l'atelier de Yamoussoukro se justifie par le fait que l'application effective des normes communautaires se heurte souvent à des pratiques administratives surannées, portant un préjudice énorme au processus d'intégration. « Malheureusement, les mécanismes de règlement judiciaire des différends nés de ces déficiences sont parfois contre-productifs », a-t-il déploré. Avant de dire sa gratitude à l'Uemoa qui voit l'Amp-Uemoa comme une association « d'utilité communautaire ». Et qui, de ce fait, leur a permis de mener des réflexions fécondes sur un certain nombre de préoccupations. No-



Les médiateurs de la sous-région harmonisent leurs points de vue sur la mise en œuvre de certains projets. (PHOTO: D.R)

tamment les entraves à la libre circulation des personnes et des biens, la crise de l'emploi avec comme conséquence l'exode rural, l'insécurité dans les villes et campagnes, la crise du système éducatif engendrant la baisse de niveau, des effectifs pléthoriques, des grèves répétitives, les crises sociopolitiques mettant en conflit des acteurs

sociaux ou politiques, la crise migratoire. Afin de relever les nombreux défis auxquels font face les institutions de médiation dans l'espace Uemoa, Ali Sirri Maïga a suggéré la mise en place d'une institution communautaire de médiation. Pour Adama Toungara, patron de l'institution « le Médiateur de

la République » de Côte d'Ivoire, l'Amp-Uemoa est un modèle d'association sous-régionale dont le leadership en matière de médiation institutionnelle s'impose de plus en plus, au regard des conflits et crises dans la sous-région. Il a fait remarquer que leur champ d'intervention s'élargit et les défis deviennent de plus en plus nombreux. Sur-

tout en matière de droits de l'homme, de bonne gouvernance, de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale entre communautés et peuples. « Il s'impose donc à nous, médiateurs institutionnels, de relever ces défis majeurs pour la paix, la sécurité et le développement durable de notre sous-région », a-t-il indiqué.

L'Amp-Uemoa a été créée le 10 janvier 1994, à Dakar. L'objectif essentiel est l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré au sein duquel existent la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales et de résidence des citoyens sur l'ensemble de l'espace communautaire. Selon Adama Toungara, l'association a produit plusieurs textes en vue de l'harmonisation du droit national de l'ensemble des huit pays. Toutefois, a-t-il noté, beaucoup de ces textes sont méconnus des concitoyens et parfois même de certains de leurs collaborateurs. Pour lui donc, ces assises de Yamoussoukro devront permettre de donner à leurs institutions respectives les moyens de traiter efficacement les saisines relatives à l'application des textes de l'Uemoa, afin de mieux défendre les droits des citoyens et usagers au sein de l'espace communautaire. ■

NDRI CÉLESTIN

Qualité et sécurité des soins L'hôpital Mère-Enfant de Bingerville reçoit une certification internationale

Dominique Ouattara a présidé une cérémonie de distinction.

La présidente fondatrice de Children of Africa, Dominique Ouattara, dont l'hôpital Mère-Enfant de Bingerville porte le nom, est heureuse. L'infrastructure a reçu le label qualité Assistance publique hôpitaux de Paris (Aphp) pour la qualité et la sécurité des soins. Cette certification internationale a fait l'objet hier d'une cérémonie de remise de ce label. L'hôpital Mère-Enfant (Hme) devient la première formation sanitaire en Afrique de l'Ouest à être labellisé Aphp. Dominique Ouattara a donné les raisons de ce succès. « Nous avons recruté un personnel qualifié et dévoué, résolument motivé à offrir le meilleur accompagnement à nos patients. La démarche qualité dans laquelle nous nous sommes toujours inscrits nous a permis d'obtenir des résultats qui nous ont encouragés à postuler pour obtenir le label. » Elle a fait remarquer que cette distinction est décernée aux établissements sanitaires répondant aux normes internationales en matière d'infrastructures, d'équipement et de qualité des soins. « Ce label vise à nous rapprocher des standards



Dominique Ouattara entend maintenir le cap pour glaner d'autres challenges pour le bonheur de tous.

français en matière de qualité et de sécurité des soins qui répondent à l'objectif majeur de l'hôpital Mère-Enfant de garantir aux patients une prise en charge de qualité », a-t-elle ajouté. Pour obtenir le niveau 1 (argent) de labélisation, la formation sanitaire a été soumise à des tests du 17 au 21 juin. Des experts ont procédé à l'évaluation du site. Les différents compartiments (administration, plateau

technique, personnel...) ont été passés au peigne fin. C'est au vu des résultats que l'hôpital a obtenu la mention spéciale pour la dynamique engendrée, en plus du label. Martin Hirsch, directeur général d'Assistance publique hôpitaux de Paris, dira pour sa part que l'Hme a su donner confiance aux malades et à leurs parents. Et ce, grâce à des équipes compétentes. Quant au ministre de la Santé et de l'hy-

giène publique, Aka Aouélé, il a salué l'engagement de Dominique Ouattara. Car selon lui, tout est réuni pour augmenter la probabilité de guérison des malades. « Dominique Ouattara s'inscrit dans la célébration du goût de l'excellence, ses efforts pour que la Côte d'Ivoire soit un hub sanitaire sont à encourager », a-t-il indiqué.

CHRISTIAN DALLET

Fautes dans des ouvrages scolaires L'éditeur reconnaît son "entière responsabilité"



C'est de cet ouvrage que des fautes ont été constatées.

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle confirme « les fautes » constatées dans des livres d'exercices des classes de CP1 et CP2, intitulés « Mon cahier quotidien, revu et corrigé » version 2019. Dans un communiqué publié ce lundi 30 septembre 2019, le département ministériel explique que cette situation est la conséquence d'un « dysfonctionnement interne de la maison d'édition qui n'a pas respecté le processus éditorial, notamment le contrôle qualité ». Aussi le ministère demande-t-il à l'éditeur Nei-Ceda de « prendre toutes les dispositions nécessaires » pour

corriger ces manquements, conformément à son cahier des charges. Tout en reconnaissant son « entière responsabilité » dans une note officielle publiée à cet effet, Nei-Ceda formule ses sincères excuses au ministère de l'Éducation nationale, à la communauté éducative, ainsi qu'aux internautes pour « ces lacunes regrettables ». En clair, l'éditeur impute ces erreurs manifestes à « la mauvaise manipulation de textes et d'images survenue à des étapes de contrôle et de la validation interne ». La maison d'édition s'engage, par ailleurs, à apporter des correctifs en transmettant aux librairies les errata relatifs aux pages incriminées.

EDOUARD KOUDOU

Décès de la fillette violée à Dimbokro Ramata-Ly Bakayoko: "Tout sera mis en œuvre pour retrouver les auteurs"

Violée, puis abandonnée dans un piteux état dans les broussailles, à quelques encablures de Bore-Ettiengkro, son village natal, à 25 kilomètres de Dimbokro, Bouassa Ahou Océane, trois ans, a rendu l'âme, hier, en fin de journée, au Chu de Cocody. En dépit de la mobilisation et des efforts des équipes d'intervention de l'établissement hospitalier, elle n'a pas survécu au traumatisme et aux multiples dégâts corporels qu'elle a subis. La ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Ramata-Ly Bakayoko, qui s'était rendue sur place pour exprimer le soutien et la solidarité du gouvernement à Océane et à sa famille, est malheureusement arrivée au moment du décès de la petite. Elle a crié sa peine et son indignation face à l'acte ignoble qui a entraîné la mort de la fillette. « Tout sera mis en œuvre pour retrouver les auteurs de cette barbarie »,

a promis Ramata-Ly Bakayoko. Les enfants, a-t-elle souligné, « sont un trésor. Ils sont la Côte d'Ivoire de demain. Nous ne pouvons pas accepter qu'ils subissent des actes de violence ». La ministre a, par ailleurs, traduit la compassion de la Première dame, Dominique Ouattara, et du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, à la famille éplorée. Elle a indiqué que les services de son département vont assurer une prise en charge psychologique des parents. Les obsèques de la gamine seront également entièrement prises en charge par le gouvernement. Bouassa Ahou Océane a été enlevée, samedi dernier, à Bore-Ettiengkro, elle était transportée à l'hôpital de Dimbokro, puis, dans la nuit de dimanche, au Chu de Cocody où elle est décédée.

GERMAIN GABO

Couverture maladie La Cmu démarre effectivement ce matin

Profitant de l'inauguration du centre de santé d'Abtradine 1, dans la sous-préfecture de Yakassé Attoubrou, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Aka Aouélé, a confirmé la mise en œuvre effective de la Couverture maladie universelle (Cmu), ce 1er octobre, dans plusieurs centres de santé du pays. Le ministre s'est voulu rassurant en se référant aux dispositions prises par son département ministériel pour accueillir l'opération. « Nous sommes prêts pour le 1^{er} octobre. Environ 90 centres de santé sont prêts à accueillir les patients. Nous allons rapidement progresser pour atteindre plus de 400 structures sanitaires performantes pour une meilleure qualité des soins », rassure



Dr Aka Aouélé, ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Aka Aouélé. Qui rappelle que la couverture maladie universelle est une opportunité offerte par le Président de la République aux populations de classe moyenne et défavorisées, pour bénéficier de soins de santé efficaces mais à moindre coût.

C'est dans la même veine que le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a félicité les cadres de Yakassé Attoubrou qui, par la mutualisation de leurs efforts, ont offert un centre de santé à la localité d'Abtradine 1. Il en a profité pour

saluer l'esprit de collaboration qui règne entre le gouvernement et la population de cette partie du pays. « L'Etat a fait de gros efforts dans la région en construisant un centre hospitalier régional d'une valeur de plus de 20 milliards à Adzopé », se réjouit le ministre. Le maire de la commune de Yakassé Attoubrou, Adépo Yapo, a souhaité que le gouvernement dote les structures sanitaires de la région de plateaux techniques performants. Même son de cloche pour le ministre de l'Environnement et du Développement durable, le professeur Séka Séka, par ailleurs fils de la région, qui a félicité son collègue de la santé, pour son engagement à rendre performant le système sanitaire ivoirien.

MARC YEVOU

Journées nationales du cacao et du chocolat

De nouvelles initiatives pour assurer un revenu décent aux producteurs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a ouvert les assises de la 6^e édition des Jncc hier.

C'est un auditorium de l'immeuble Caistab (Plateau) bourré de monde qui a abrité, hier, la cérémonie d'ouverture de la 6^e édition des journées nationales du cacao et du chocolat (Jncc). Officiels, industriels, planteurs, représentants de coopératives s'y sont donné rendez-vous pour célébrer le travail des producteurs, mais aussi pour mener des réflexions sur les « enjeux d'un revenu décent aux producteurs de cacao ». Thème qui, selon Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du développement rural, représentant le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, parrain de cette édition, marque la volonté du Conseil café-cacao et du

gouvernement de poursuivre les efforts visant à améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs. Saluant le travail des planteurs assure au pays sa place de leader mondial de la production des fèves de cacao, le ministre Adjoumani, accompagné de son collègue en charge du Commerce et de l'Industrie, Diarrassouba Souleymane, a insisté sur les initiatives prises par le gouvernement dans ce secteur. Notamment la mise en œuvre du programme de lutte contre le swollen shoot d'un coût de 22 milliards de F Cfa visant l'arrachage de 100.000 ha de verger contaminés ; le recensement des planteurs et de leurs vergers ainsi que l'intensification de la transformation locale.



Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. (PHOTO : SÉBASTIEN KOUASSI)

A propos du recensement des producteurs, il devrait, selon le représentant d'Amadou Gon Coulibaly, permettre une traçabilité des produits agricoles et favoriser l'éradication définitive du phénomène du travail des enfants. Et d'ajouter : « Notre pays, avec plus de 40% de l'offre mondiale de fèves de cacao, ne transforme pour l'instant que 33% de sa production ». Mais, le gouvernement ne reste pas bras croisés. Des mesures incitatives sont prises à l'effet d'attirer le maximum d'industriels. Ce sont notamment les facilités et aménagements fiscaux. Car, « si l'émergence est en train, l'agriculture en est la locomotive et le cacao en

est le moteur », a souligné le ministre.

Plusieurs producteurs ont été récompensés lors de cette cérémonie d'ouverture au cours de laquelle les lauréats ont reçu de la part du Président de la République une enveloppe de 20 millions de F Cfa. Ces journées constituent une plateforme d'expositions, de panels, de conférences et de promotionnelles.

Aujourd'hui, au cours d'une conférence de presse, Lambert Kouassi Konan et Yves Brahima Koné, respectivement président du Conseil d'administration et Directeur général du Conseil café-cacao, annonceront le prix bord champ pour la campagne 2019-2020. ■

FRANCIS KOUAMÉ

COMMUNIQUE DES EDITIONS NEI-CEDA RELATIF AUX ERREURS CONTENUES DANS LES CAHIERS QUOTIDIENS DES CLASSES DE CP1 ET CP2

Depuis le 26 septembre 2019, les livrets intitulés « Mon Cahier Quotidien, revu et corrigé » pour les classes de CP1 et CP2, version 2019, des Editions NEI-CEDA., suscitent de vifs débats sur les réseaux sociaux.

Cette polémique est motivée par des erreurs manifestes contenues dans les deux livrets suscités.

Les Editions NEI-CEDA, éditrices desdits supports, formulent leurs sincères excuses au Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, à la communauté éducative ainsi qu'aux internautes pour ces lacunes d'autant plus regrettables qu'elles figurent dans des documents s'adressant d'abord aux enfants.

Les Editions NEI-CEDA reconnaissent et assument leur entière responsabilité dans ce dysfonctionnement consécutif à une mauvaise manipulation de textes et d'images survenue à des étapes du contrôle et de la validation interne.

Aussi, les Editions NEI-CEDA voudraient-elles solennellement dégager la responsabilité Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle dont les techniciens ont pris soin d'expurger les coquilles dans tous les documents transmis à nos services suite au processus d'agrément desdits documents en sa session de 2014.

Les équipes des Editions NEI-CEDA prennent déjà toutes les dispositions rendues nécessaires par l'urgence, pour transmettre aux librairies, les errata relatifs aux pages incriminées.

Par ailleurs, les Editions NEI-CEDA s'engagent à apporter tous les correctifs nécessaires à l'amélioration de la qualité des livrets en vue de l'édition 2020.

Les Editions NEI-CEDA, Partenaire de l'école ivoirienne depuis plusieurs décennies, s'engagent à toujours faire preuve de professionnalisme et d'engagement pour l'avènement d'une société du savoir en Côte d'Ivoire.

Le Directeur Général

Sénat / Travaux de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) De grandes innovations pour un monde des affaires plus attractif

Emmanuel Essis Esmel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la promotion de l'investissement privé, était face aux sénateurs membres de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) le 30 septembre, à la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro.

Le commissaire du gouvernement avait pour mission de soumettre à cette commission présidée par Moïse Koumoué Koffi deux projets de loi, pour examen et adoption. Il s'agit, en premier, de la loi portant ratification de l'ordonnance n°2018-644 du 1^{er} août 2018 portant modification de l'article 1 de l'ordonnance n°2015-182 du 24 mars 2015 instituant un identifiant unique pour l'immatriculation des entreprises en Côte d'Ivoire (036A). Le second projet est relatif à la ratification de l'ordonnance n°2018-646 du 1^{er} août 2018 portant code des investissements (037A).

Dans l'exposé des motifs, Emmanuel Essis Esmel a expliqué que l'objectif visé dans le premier projet est d'avoir une meilleure traçabilité des opérateurs économiques en Côte d'Ivoire.

Selon lui, dans le cadre des réformes du programme Doing Business d'amélioration de l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire, il a été institué en 2015 un identifiant unique pour l'immatriculation des entreprises. Cette importante réforme a été matérialisée par cette ordonnance avec son décret



Les échanges entre le commissaire du gouvernement (au centre) et les sénateurs ont permis aux seconds de l'impressionner de la politique gouvernementale en matière de mobilisation des investissements. (PHOTO: D. R.)

d'application qui est le décret 2015-287 du 29 avril 2015. « Il s'avère dans la pratique que cette ordonnance soulève des problèmes d'application au niveau de son article 1, selon lequel l'immatriculation en Côte d'Ivoire d'une entreprise au registre de commerce et du crédit mobilier, au fichier des contribuables de l'administration fiscale, au registre des employeurs de la Cnps, et au re-

gistre des opérateurs du commerce extérieur, donne lieu à un identifiant unique », a-t-il justifié. Avant d'ajouter que toutefois, cette disposition restreint l'attribution de l'identifiant unique à l'immatriculation aux seuls registres et fichiers précités, excluant tout autre registre ou fichier d'immatriculation existant ou à venir.

« Il s'agit d'instituer un article 1 nouveau qui apporte une

réponse idoine au problème d'application évoqué. Cet article nouveau intègre désormais dans le système de génération et de partage de l'identifiant unique, tout autre registre ou fichier à caractère national prévu par la loi », a souligné Emmanuel Essis Esmel.

Vu la pertinence de cet exposé, les quinze membres de la Caef présents, sur les seize que compte cette com-

mission, ont adopté à l'unanimité ce projet de loi.

En ce qui concerne le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2018-646 du 1^{er} août 2018 portant code d'investissement en Côte d'Ivoire, le secrétaire d'État a fait remarquer que le nouveau code vient corriger les disparités et offrir aux investisseurs un code fiscal plus attractif proposant un mix de deux régimes d'incitation, à savoir l'exonération et le crédit d'impôts dans une optique d'optimisation de la dépense fiscale. Il se veut, a-t-il souligné, « un code avec beaucoup plus de clarté dans ses objectifs et apportant des innovations majeures encadrées par un mécanisme de suivi-évaluation renforcé ».

Emmanuel Essis Esmel a, en outre, souligné que le nouveau code soumis, est consensuel puisqu'il a fait l'objet d'une large consultation des parties prenantes issues des ministères économiques, du secteur privé et des partenaires au développement. L'émissaire du gouvernement a souligné que ce code se caractérise notamment par la prise en compte des Pme dans la définition des seuils et dans l'octroi des avantages, la proposition de solu-

tions aux difficultés rencontrées par le Cepci dans la mise en œuvre du texte existant, la clarification des concepts de développement, l'institution de deux certificats d'agrément en lieu et place des arrêtés, la prise en compte des difficultés rencontrées par les investisseurs et qui ont un impact sur la durée de réalisation des projets, la définition d'une liste d'exclusion basée sur la nomenclature économique, une clarification des activités en fonction de leur importance stratégique, la prise en compte du contenu local, de la responsabilité sociétale et du développement durable. En guise de conclusion, Emmanuel Essis Esmel a félicité les sénateurs et salué la qualité des contributions qui vont permettre d'améliorer le climat des affaires en Côte d'Ivoire. Il a enfin promis aux sénateurs que leurs différentes remarques constructives vont être prises en compte à l'effet d'enrichir les documents finaux.

L'émissaire du gouvernement était accompagné de Koné Kafana, ministre auprès du Président de la République chargé des relations avec les institutions. ■

N'DRI CÉLESTIN

8^e édition des Journées nationales promotionnelles des Pme

Les chefs d'entreprise explorent les avantages des Tic

L'initiative de la Fédération ivoirienne des petites et moyennes entreprises (Fipme), la 8^e édition des Journées nationales promotionnelles des Pme (Jnppm) s'est tenue du 26 au 28 septembre, à l'Hôtel Palm Club, à Cocody. Pour coller à l'actualité, les organisateurs de l'événement ont convié opérateurs économiques et experts du public et privé à réfléchir sur le thème : « Les Tic et le développement des Pme : enjeux, défis et stratégies ». Selon le président de la Fipme, Dr Joseph Boguifio, il s'agira de se poser les bonnes questions sur les aspects juridiques, institutionnels, réglementaires et économiques de la digitalisation en Côte d'Ivoire, afin de mieux appréhender les enjeux, défis et stratégie pour booster le développement des Pme et, par voie de conséquence, de la Côte

d'Ivoire. « Lors des éditions précédentes des Jnppm, nous avons traité de la gouvernance des Pme, de leur accès au financement ainsi qu'au marché public par la sous-traitance et la cotraitance. Toutes ces questions, qui entrent dans l'amélioration de l'écosystème des Pme, nous paraissent incomplètes si nous n'intégrons pas le développement des Tic dans l'activité de nos Pme », a-t-il déclaré à la cérémonie d'ouverture de l'événement, le 26 septembre.

Le développement des petites et moyennes entreprises est inscrit au cœur des priorités du gouvernement, a assuré Félix Anoblé, ministre de la Promotion des Pme. Il a rappelé quelques réformes menées par l'État pour créer un environnement favorable au développement des entreprises locales. « Le gouvernement a entrepris de



C'est le ministre Félix Anoblé qui a ouvert la 8^e édition des Journées nationales promotionnelles des Pme. (PHOTO: D. R.)

créer les conditions de croissance et de développement des Pme depuis quelques années. Ainsi, la loi n°2014-140 du 24 mars 2014 a servi de cadre pour l'adoption d'un environnement favorisant l'éclosion, le développement et la modernisation des Pme en Côte d'Ivoire », a-t-il rappelé.

Félix Anoblé a expliqué que la mise en œuvre du Plan stratégique de développement des Pme permettra de créer les conditions qui amèneraient les Pme à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement économique de la Côte d'Ivoire. « A travers ce programme, le gouvernement veut

permettre la création ou le retour dans le formel de 50 000 à 60 000 Pme. L'objectif visé est de disposer d'un tissu de 100 000 à 120 000 Pme solides et capables de générer 300 000 à 400 000 emplois additionnels (...) Ils contribueront également à accroître le Pib à hauteur de 3 000 à 5 000 milliards FCfa, soit 30 à 40% du Pib de la Côte d'Ivoire, contre environ 20% aujourd'hui », soutient le ministre de la Promotion des Pme. En outre, des conventions ont été signées avec des banques de la place pour faciliter la mise en place de crédits à des taux préférentiels. De même que la création, en cours, d'un Fonds de garantie dédié aux Pme. Toutefois, reconnaît Félix Anoblé, toutes sortes de problèmes pèsent sur les Pme et vont au-delà de ceux qui sont liés au financement, à la formation, à l'accès aux marchés, etc. « Il y

a des problèmes plus spécifiques. C'est pourquoi je me réjouis du thème central choisi par le comité scientifique », a-t-il dit. En 2013, avec plus de 22 millions d'habitants et un Pib de plus de 30 milliards de dollars, la Côte d'Ivoire comptait 19,7 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, soit un taux de pénétration d'environ 84 % et un taux de couverture de plus de 94 %. Le secteur des Tic a d'ailleurs généré plus de 1 000 milliards de FCfa de chiffre d'affaires pour des investissements estimés à plus de 130 millions FCfa, plus de 5 400 emplois directs et 100 000 indirects, avec une contribution du marché de la téléphonie mobile à hauteur de 300 milliards de FCfa au budget de l'État, soit presque 10 % des ressources de l'État, sur la même période. ■

DAVID YA

RECHERCHE AGRONOMIQUE / 16 MOIS APRÈS LA PROMESSE DU PLAN DE RELANCE Le Cnra attend toujours les 3,171 milliards fcfa de l'Etat

Des confidences sur les tractations souterraines en cours Les agents du Cnra préparent quelque chose

Le Centre national de recherche agronomique (Cnra) n'est pas encore au bout de ses peines. Alors que l'on croyait les difficultés d'ordre financier et structurel auxquelles il était confronté, totalement dissipées, que non. Le Cnra n'a pas encore touché l'enveloppe de 3,171 milliards de fcfa promis par le gouvernement dans le cadre d'un plan de relance de l'institution qu'il avait annoncé en conseil des ministres du 30 mai 2018. Des sources proches du dossier qui nous ont fait cette confiance, soutiennent qu'après le matraquage médiatique qu'il y a eu autour du plan de relance doté d'un budget de 3,171 milliards de fcfa, le Cnra continue d'attendre son exécution qui tarde à voir le jour. «Ce qu'ils ont dit et que toute la presse nationale a relayé, jusque-là, n'a pas encore été fait. Rien ne bouge», a révélé notre source. Par ailleurs, elle a laissé entendre que selon des autorités gouvernementales qui suivent le dossier,



Le Cnra n'a pas encore sorti la tête de l'eau. (Ph. DR)

Direction générale du budget et des finances (Dgbf). «Quand on va à la Dgbf, on nous fait savoir qu'il n'y a rien. Ce n'est pas normal», a dénoncé notre interlocuteur qui semble avoir des détails sur des tractations souterraines en cours pour permettre au Cnra d'entrer en possession de ce qui lui a été

l'aider à s'oxygéner. Pour lui, en effet, les fonds sont effectivement disponibles, «mais avant qu'on ne vous donne ce qui vous revient, il faut que vous aussi donniez d'abord». Cette situation expliquerait donc que l'institution nationale de recherche agronomique ne soit pas encore rentré en pos-

sement. En tout état de cause, les agents du Centre n'entendent pas rester les bras croisés à regarder la situation perdurer. Des confidences reçues, ces derniers prévoient d'entreprendre une action pour amener le gouvernement à réagir à leur situation. «On va faire un peu et ils vont décaisser pour nous donner», a annoncé notre source.

Pour rappel, c'est à l'issue du conseil des ministres du 30 mai 2018 à Abidjan que le porte-parole du gouvernement de l'époque, Bruno Nabagné Koné, a annoncé l'adoption d'un plan de relance du Cnra pour l'aider à faire face à ses difficultés d'ordre structurel et budgétaire. Il déclarait : «Face aux difficultés d'ordre structurel et budgétaire que connaît le Cnra, le conseil a adopté un plan de relance afin de remettre durablement cette structure au service du développement de l'agriculture et de l'économie nationale». Dans le détail, il a noté que ce plan de relance de l'assainissement financier du Cnra. Et qu'à ce titre, le gouvernement prévoit une contribution exceptionnelle de 3,171 milliards fcfa en 2018 et la transformation du Cnra en une société d'État à participation financière publique majoritaire. Il a poursuivi, ajoutant que ce plan s'étend sur une période de cinq ans et permettra de sécuriser le patrimoine foncier de l'institution estimé à 25 000 ha, restructurer son actionariat, valoriser ses chercheurs, de même que les résultats de la recherche effectuée par ce centre.

Le Cnra, en 2018, avait une capacité d'autofinancement de 1%, soit

133 millions fcfa. Restructuré, il devrait pouvoir générer plus de ressources propres évaluées à 6,7 milliards fcfa par an. Toute chose qui portera sa capacité d'autofinancement à 46% d'ici à 2023. Dans une interview qu'il a accordé à fratmat.info en mars dernier, le directeur général du Cnra, Dr Ytè Wongbè rappelait que chaque année, l'institution consacre environ 2,5 milliards fcfa au financement de la recherche et que cela n'est pas suffisant parce que la recherche scientifique coûte chère. «Nous continuons donc à rechercher des financements à travers des projets et notamment avec les bailleurs de fonds», expliquait-il. Aussi, Dr Ytè Wongbè n'a pas manqué de souligner que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) avait recommandé à ses États membres de consacrer 1% de leur Produit intérieur brut (Pib) à la recherche. «Lorsqu'on prend le Brésil, la Corée, le Vietnam, ceux qui émergent, leur succès vient du fi- base de leur décollage. Et ces pays mettent 3 à 4% de leur Pib au profit de la recherche. En 1960, la Côte d'Ivoire était au même niveau de développement que la Corée. Mais, nous ne pouvons pas nous comparer aux Coréens aujourd'hui parce que leurs dirigeants ont consacré 4 à 5% de leur Pib à la recherche et la technologie», faisait-il remarquer. Avant de rassurer que le Cnra a la volonté et la capacité d'aller beaucoup plus loin dans la recherche agronomique. Il suffit de lui en donner les moyens.

Élysée LATH

FILIERE CAFÉ-CACAO Des producteurs de Man sensibilisés au recensement

Les producteurs de café-cacao de Man ont été invités à se faire recenser lors d'une rencontre qui s'est tenue au centre audiovisuel de la capitale du district des Montagnes le samedi 21 septembre 2019. La séance a eu lieu en présence du président national de la Fédération des organisations des producteurs de café-cacao (Fopcc), Kambou Sié. A cette occasion, il a souligné que ce recensement vise à améliorer les conditions de vie des planteurs et permettra de constituer une base de données fiables des membres.

Selon lui, à travers cette opération, les planteurs auront un

accès facile au financement et aux prêts bancaires. C'est pourquoi, Kambou Sié a exhorté l'ensemble des producteurs à s'impliquer pour la bonne marche de cette campagne. Mme Doumbia au nom du maire de Man, Aboubakar Sidiki Fofana, a pour sa part, remercié la fédération pour l'implication de la mairie pour cette activité. Ange Elie Carmel Sia, délégué régional de la Fopcc, a : quant à elle, garanti que sa structure fera de son mieux pour relever les défis du secteur.

Achille KPAN
(Région du Tonkpi)

Formez vous à Abidjan et recevez une Double Diplômation :
un Diplôme Français et un Diplôme Ivoirien Homologué par l'Etat

GROUPE CSI POLE POLYTECHNIQUE

Dejà 20ans

FORMATION DE NIVEAU BAC + 2 à BAC + 6
10 ECOLES SUPERIEURES SPECIALISEES

- IAQT : Institut Africain de la Qualité Totale
- ESM : Ecole Supérieure de Management
- IPEC : Institut de Préparation à l'Expertise Comptable et Financière
- Sup - GRH : Institut Supérieur de Gestion des Ressources Humaines
- IDELCI : Institut de Développement de la Logistique et du Commerce International
- ESIAI : Ecole Supérieure d'Informatique Appliquée et des Télécommunications
- Sup Mines, Pétrole et Energies : Institut Supérieur de Management des Activités Minières, Pétrolières et Energétiques
- CESDEC : Centre de Spécialisation et de Développement des Compétences
- ESUP-BTS : Ecole Supérieure de Préparation au BTS
- SUP - Prépa : Centre de Préparation aux Etudes Supérieures de Gestion et de Commerce pour les non bacheliers

Cours du jour / Cours du soir / Cours à distance

1 CABINET D'ORIENTATION ET DE PLACEMENT
EFFICIENCE : Cabinet d'Orientation, de Placement, de Développement Personnel et Professionnel

1 CABINET DE CONSEIL D'ETUDES ET DE FORMATION
ICEFA: Cabinet de Conseil et de Formation

1 INSTITUT DE LANGUES
CAPL : Centre d'Apprentissage et de Perfectionnement en Langues
Anglais - Arabe - Chinois - Russe
Possibilité de bourses d'études

Date de fin des inscriptions: 15 Octobre 2019
Boulevard. Mitterand, Carrefour Ivoiriera III, Rue Bonoum 26 BP 1341 ABIDJAN 26
E-mail: gcsi@aviso.ci - www.groupecsi-pp.com
TEL: (+225) 22 49 49 39 / 40 - CEL: (+225) 05 753 945 / 01 981 582 FAX: 22 49 49 38

CACAOCULTURE

Voici les 3 gros chantiers prioritaires de la Côte d'Ivoire

La 6^e Journée nationale du cacao et du chocolat (Jncc) a ouvert ses portes, hier lundi 30 septembre 2019, à l'auditorium de la Caistab à Abidjan-Plateau. Représentant le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, parrain de la cérémonie, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobénéan Kouassi Adjoumani a partagé avec les acteurs du secteur, les trois chantiers prioritaires que la Côte d'Ivoire a ouvert et qu'elle entend poursuivre dans la perspective d'amélioration du revenu des producteurs.

Adjoumani a ciblé en premier lieu la promotion de la consommation locale du cacao, notamment ses produits dérivés, et principalement le chocolat. Il a expliqué, une fois de plus, que la consommation du cacao par les Ivoiriens permettra d'accroître la valeur ajoutée dans la chaîne de valeur du cacao.

Le deuxième chantier qu'il a identifié concerne la recherche de solutions en vue de l'éradication de la maladie du cacao, le swollen shoot. A en croire le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, le gouvernement déroule déjà un vaste programme de lutte contre cette maladie virale qui décime le verger cacaoyer. Il s'agit bien entendu du programme d'arrachage de 100 000 pieds de cacao contaminés, dont



Le ministre Adjoumani veut un développement de la filière cacao qui profite aux producteurs. (PH. DR)

le lancement a eu lieu en janvier 2018.

Le troisième chantier prioritaire est en rapport avec les initiatives conjointes Côte d'Ivoire-Ghana visant à mieux coordonner les actions de commercialisation du cacao. Le ministre Adjoumani pense que sur ce point, l'une des solutions est la transformation locale de la matière première, car, seule la transformation pourra donner une plus-value au produit. A ce titre, il a rappelé que la Côte d'Ivoire qui fournit le marché mondial en fèves à hauteur de 40%, ne transforme pour l'heure

que 33 % de sa production estimée à un peu plus de 2,2 millions de tonnes pour la campagne 2018-2019.

Pour relever ce taux, plusieurs dispositions sont prises par le gouvernement pour améliorer la compétitivité des entreprises industrielles. Entre autres, la mise en place de mesures incitatives, des arrangements fiscaux, au profit des industriels. Aussi d'autres initiatives sont en préparation, notamment des négociations en cours avec la Banque mondiale pour des accompagnements techniques et financiers à l'atten-

tion des transformateurs.

Kobénéan Kouassi Adjoumani n'a pas manqué d'évoquer le projet d'agropôles dédiés à la filière café-cacao pour accompagner les Pme-Pmi.

La 6^e édition de la Jncc a pour thème : «Les enjeux d'un revenu décent aux producteurs de cacao». Thématique qui vient à point nommé d'autant plus que l'actualité dans la cacaoculture, hormis le pseudo travail des enfants dont la Côte d'Ivoire fait l'objet d'acharnement de la part d'élus américains, est l'amélioration des revenus des producteurs. D'où l'appel d'Adjoumani à la responsabilité de tous les acteurs de la filière à s'engager à soutenir le mécanisme de prix plancher initié

par la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Comme les éditions précédentes, la Jncc 2019 a vu la récompense des meilleurs producteurs et coopératives. Cette année, les premiers prix de chaque catégorie sont revenus à Mme Traoré S. de Duékoué pour le Prix Abdoulaye Fadiga de la meilleure productrice ; Soh Achié Dénis d'Adzopé pour le Prix Alassane Ouattara du meilleur producteur ; et la société coopérative Socan d'Adzopé pour le Prix Alassane Ouattara de la meilleure coopérative.

La Journée nationale du cacao et du chocolat 2019 refermera ses portes le mercredi 2 septembre 2019.

Elysée LATH

BANQUE MONDIALE-FMI / RÉUNION DU JCR 2019

Mission accomplie pour Charles Koffi Diby

L'Ivoirien Charles Koffi Diby et le Finlandais Erkki Likkanen peuvent se réjouir d'avoir contribué à l'harmonisation et la conciliation des divergences survenues entre la Banque mondiale et le Fmi à l'occasion de l'adoption des recommandations et autres conclusions des travaux du comité mixte d'examen des rémunérations des administrateurs exécutifs et de leurs suppléants du Fonds monétaire international (Fmi) et de la Banque mondiale (Jcr 2018).

En effet, ces deux personnalités avaient été invitées, en janvier 2019, à se prononcer sur l'harmonisation des positions relatives à la parité au sein des deux institutions financières ainsi que sur le fonctionnement du Jcr. Les travaux du comité mixte d'examen des rémunérations des administrateurs exécutifs et de leurs suppléants du Fonds monétaire international (Fmi) et de la Banque mondiale (Jcr 2019) qui avaient démarré en avril 2019 à Washington, en

margin des Assemblées de printemps, se sont achevés le 2 juillet 2019, à Singapour.

Les conclusions des travaux ont permis de faire des propositions sur les questions relatives à la disparité des rémunérations ainsi qu'à la révision des rôles et responsabilités des dirigeants de ces deux institutions financières

mondiales. Les recommandations contenues dans le rapport produit par le Jcr 2019 ont été portées à la connaissance des Conseils des gouverneurs du Fmi et de la Banque mondiale. Ces derniers, après un examen au sein de leurs institutions respectives, ont approuvé à une très large majorité ce rapport, comme l'informe le site web de la Banque mondiale et du Fmi. Ainsi, l'adoption des conclusions du Jcr 2019, le 5 septembre 2019 à la quasi-unanimité des gouverneurs, constitue une première dans l'histoire des deux institutions.

E. LATH
(Source: Sercom Cesec)



Charles Koffi Diby (à l'extrême droite) est fier du travail abattu. (PH. DR)

BOTRO / DÉVELOPPEMENT LOCAL

La mairie engage le reprofilage de 130 km de route

Le maire de la commune de Botro (siuée à 44 kilomètres de Bouaké), Yao Kouassi Maurice, a entrepris depuis le 11 septembre 2019, un vaste chantier de reprofilage lourd de toutes les artères de sa circonscription. Ces travaux, selon le service technique de la mairie, devraient durer plus de deux mois. Ils portent sur le reprofilage de 130 kilomètres de route dont 66 kilomètres en ville et 63 autres en rase campagne. L'objectif de ces grands travaux, selon le maire de la commune, est de donner une fière allure aux voiries urbaines et rurales. «Comme vous le savez, l'un des problèmes majeurs de nos parents ici à Botro, ce sont les voiries. La route faisant partie de nos priorités, la municipalité dont j'ai la lourde charge de conduire a décidé de soulager nos parents en menant cette opération. C'est pour nous un devoir de conduire ces travaux afin de permettre à nos populations en majorité cultivateurs d'avoir une route viable



Les travaux de reprofilage ont déjà démarré. (PH. DR)

pour l'écoulement de leurs produits vivriers», a affirmé le maire Yao Kouassi Maurice.

Poursuivant, il a appelé les populations à la patience relativement au début des travaux des 5 kilomètres de bitumes promis à Botro par le président de la République. «Je demande à mes parents d'observer un peu de patience sur la question du bitumage de la route de Botro. Faisons confiance au président de la République, Alassane Ouattara

qui, en 8 ans, a fait beaucoup pour Botro en matière d'électrification, d'adduction d'eau et d'écoles. Je suis confiant qu'il n'a pas oublié Botro», a rassuré Yao Kouassi Maurice.

Pilotée par la mairie à travers son service technique, ce projet bénéficie de l'appui technique du ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier.

Simon DEBAMELA,
Correspondant Régional

INTERVIEW/ PHÉNOMÈNE DES "GNAMBROS" Pr Raymond Bazaré, criminologue, fait de fracassantes révélations

Voici les trois types de criminalité dans lesquelles s'inscrit le phénomène des "gnambros"
"À leurs heures de pause, des chauffeurs deviennent des "gnambros"

Pr Bazaré Raymond, est Maître de conférences, enseignant-chercheur à l'Ufr de criminologie de l'Université Félix Houphouët-Boigny. Il est spécialiste des questions de sorcellerie, magie, charlatanisme, et des pratiques culturelles rattachées à la criminalité. Il est le directeur du Groupe de recherche sur les civilisations, pratiques ésotérique et déviances (Greciped). Dans cette interview, il décortique le phénomène des gnambros et fait des révélations.

Professeur Bazaré, qui sont les "gnambros"... ?

Je ne suis pas spécialiste de la question des "gnambros". À l'Ufr de criminologie, nous avons le docteur Herman Kri-zoua qui a fait sa thèse sur le phénomène. À mon humble avis, ce qu'il faut savoir c'est que, ces derniers temps, tourne autour d'un certain nombre de phénomènes assez complexes. En fait, il y a un certain nombre de faits sociaux qui, à l'instar de la drogue, du trafic d'organes humains, du trafic des armes, sont difficiles à aborder en termes d'analyse scientifique. Ces phénomènes sont très sensibles, que ce soit politiquement ou socialement, à cause des implications multiples et variées en lien avec les positionnements politiques, ainsi que certaines cultures et traditions. La question des "gnambros" a des ramifications avec tout ce qui est culturel. Nous allons développer cet aspect plus tard. Des gens, il faut le dire, mettent en place des systèmes à l'image du monstre qui mange ses propres enfants. Ces systèmes favorisent l'éclosion de phénomènes si bien que ces derniers n'arrivent plus à être maîtrisés. Et ces phénomènes, on définitivo, impactent la société dans sa globalité.

Peut-on avoir un exemple de phénomène ?

Oui, il y a le phénomène des "microbes". Je vais en parler



Le professeur Raymond Bazaré a décortiqué le phénomène des "gnambros"

de façon succincte. Il faut dire qu'il s'agit du même cas. Que ce soit les "microbes" ou les "gnambros", en fait c'est le produit d'une culture. Je parlais plus haut de sensibilité du sujet, c'est cela. Mais je veux bien être courageux pour dire qu'il s'agit de la culture nordiste. Que les nordistes souffrent que je le dise ainsi de façon crue. Mais ils en savent quelque chose. Ce n'est pas tout qu'on peut dire. On ne déshabille pas le fétiche en public. Mais quand ils se retrouvent devant le tribunal de leur conscience, devant ce qu'ils savent de leur culture et de ce qui se passe, ils ne comprennent. C'est très sensible alors on ne rentrera pas dans les détails. Sinon j'allais dire au passage que les "microbes" avaient été prévus pour faire la guerre civile, si elle survient à la suite de la crise post-électorale. Ils étaient prévus pour ça. Malheureusement pour eux, et heureusement pour la Côte d'Ivoire, il n'y a pas eu de guerre civile. Maintenant qu'il n'y a pas eu de guerre civile, ces individus, cette machine, à quoi sert-elle ? Elle est laissée

pour-compte. Elle est dans l'oisiveté. L'oisiveté est la mère de tous les vices. La nature a horreur du vide. Donc ces derniers ne peuvent que se comporter ainsi. Et les seules personnes qui peuvent mettre fin à cela se connaissent. Il suffit un matin de dire que c'est fini et ce sera fini. Mais il y a une chose, c'est qu'ils se disent qu'à tout moment les choses peuvent rebondir. Donc, il faut conserver cette "arme". À tout moment, on peut avoir besoin d'eux (les "microbes", Ndlr). Pour le moment, ils vaquent à leurs occupations et on essaie de les circonscrire pour ne pas qu'il y ait trop de débordements. Entre-temps, nous les pauvres gens, nous souffrons, nous assumons. Voilà un peu comment les choses se présentent.

Revenons au cas des "gnambros"...

Concernant les "gnambros", il faut dire que c'est la chose d'un système. C'est une machine au service d'un groupe social. Une machine qui commet de plus en plus de débordements et qu'on arrive plus à

contenir, à maîtriser.

D'où vient cette appellation de "gnambros" ?

Pour avoir mon idée sur la question, j'ai interrogé des personnes ressources. Selon elles, le terme "gnambros" a été conçu à partir d'un argot ivoirien, c'est-à-dire le nou-chi. Ce mot est tiré de la langue vernaculaire ivoirienne communément appelée dioula. Il s'agit du malinké. Le terme "gnambros", selon ce qu'on m'a dit, pourrait se subdiviser en deux termes, "gnam" et "bros". "gnam" signifie jouer les durs, résister, lutter. Et "bros", c'est un diminutif de "brother" qui veut dire frère en anglais. Quand on met le tout ensemble, cela nous donne "frère de lutte". Ça c'est dans un sens. Mais "gnambros" veut dire aussi et surtout "mon dû", c'est-à-dire "ce qu'on me doit", en parlant d'une dette. Il s'agit donc de frères de lutte qui s'associent pour réclamer leur dû mais par la force, parce qu'on parle de lutte. Il faut être un dur et donc agir par la force. Qui dit force dit violence. "Gnambros" désigne également ces per-

sonnes qui assurent une sorte de surveillance au niveau des aires de chargement et de déchargement des véhicules de transport en commun privés. Ce sont des encaisseurs d'une forme de taxe sur les différents chargements des minibus dénommés "gbakas", des taxis banalisés connus sous le nom de "wôrô-wôrô". Il faut noter qu'en cas de contradiction ou d'opposition, automatiquement ils ont tout de suite recours à la violence. Des indiscretions précisent que cela se fait sous l'effet de la drogue. Quand je parlais d'implications multiples, on voit là qu'il y a d'autres phénomènes qui rentrent en ligne de compte. Quand on parle de drogue ça devient encore plus sensible. Pour en parler, il faut faire beaucoup attention. Ils (les "gnambros", Ndlr) peuvent même aller jusqu'à tirer comme ça été le cas dernièrement avec le gendarme dans la commune de Yopougon. Ils sont regroupés en syndicat. Ils sont comme des auxiliaires ou des partenaires du secteur des transports en Côte d'Ivoire. Ils sont si intransigeants sur les questions de sous. Ils peuvent même tuer pour 100 Fcfa, obligeant du coup tout le monde à se rallier et à les laisser faire, de peur de voir ses intestins dehors ou bien sa vie anéantie. Certains désignent aussi par le terme "gnambros", ces jeunes gens porteurs de bagages ou de marchandises à l'aide de brouette ou à bout de bras, d'un marché à un lieu donné. Ça peut être un domicile ou une zone de stationnement de véhicules de transport en commun, etc. Voilà un peu l'origine du mot "gnambros".

Quels sont les facteurs qui ont favorisé la naissance de ce phénomène ?

Il y a trois facteurs qui ont favorisé la naissance du phénomène des "gnambros".

SUITE PAGE 11

SUITE DE LA PAGE 10

Pour résumer les choses, il y a les conditions de vie précaire des populations qui a contribué à l'émergence de ce phénomène, poussant ces derniers (les "gnambros", Ndlr) à s'intéresser à des activités tournant aux alentours du secteur du transport. Leurs activités seraient nées du besoin d'aider au déplacement des marchés vers les gares de marchandises, mais aussi de la nécessité d'assurer la sécurité privée des biens, des personnes et des espaces moyennant quelques sous. C'est ça le premier facteur.

On peut parler aussi d'une sorte d'incapacité des autorités à réguler convenablement le secteur du transport urbain ivoirien. La Société de transport abidjanaise (Sotra) aujourd'hui, n'arrive pas à couvrir le transport abidjanaise. On assiste de ce pas à l'intervention des privés, les "gnambros". On peut le concevoir ainsi, ceux-ci s'arrogent le



«On peut penser à professionnaliser ce corps de métier par la formation, la connaissance des droits et devoirs de tous les acteurs...»
(Photos: F.R.)

dans la criminalité économique, avec ici le développe-

ment des 10 autres critères mais pas le 6e. Donc on ne

droit de prendre le relais. Mais comme cette organisation laisse à désirer, l'anarchie est orchestrée. Le dernier facteur à noter, c'est qu'il y a une sorte de complicité dans le partage du butin entre ces derniers (les "gnambros", Ndlr), certaines forces de l'ordre et des autorités politiques et administratives. Et c'est cela qui consolide l'ancrage, c'est-à-dire l'enracinement du phénomène. Avec ces trois facteurs le phénomène est né, il évolue et il s'enracine.

Dans quel type de criminalité peut-on inscrire ce phénomène ?

Je vois 3 notions. On pourrait parler de criminalité et de violence urbaine, du moment où ces derniers imposent et exigent des paiements de taxes sans un véritable contrôle légal. On trouve que ce qui se passe est une situation interne entre les acteurs primaires du secteur du transport. Et on assiste parfois à des affrontements avec les forces de l'ordre. Il y a le développement d'un désordre urbain avec une constance des tensions. Là, nous sommes dans la violence urbaine. Mais ce n'est pas une violence urbaine de façon spontanée. C'est une violence urbaine qui est plus ou moins organisée à sa manière mais qui a des tentacules. La deuxième notion que je vois, c'est que nous sommes aussi

ment d'une économie souterraine. C'est une affaire de gros sous et de prédation pécuniaire. Ici, il y a du racket. Il y a même un réseau de vente de drogue au détail. Je ne parle pas du grand trafic. Il y a la corruption. Il y a même le proxénétisme. C'est-à-dire que tout tourne autour de l'argent. C'est la criminalité économique. Maintenant, si l'on s'inscrit dans la visée du criminologue Bamba Ladjji, l'un de mes collègues qui a produit des articles sur les "gnambros", on pourrait parler d'une criminalité de réseaux criminels à plusieurs maillons.

Peut-on assimiler le phénomène des "gnambros" à une mafia ?

Non, je ne pense pas qu'on puisse assimiler ce phénomène à une mafia. À la rigueur, on pourrait parler d'un système mafieux. C'est-à-dire un système tontaculaire qui a des ramifications, une sorte de nébuleuse avec une organisation particulière mais qui n'a pas forcément des contacts directs avec les organisations criminelles liées au trafic de drogue, au terrorisme, etc. Généralement, quand on parle de mafia ou de criminalité organisée, il y a un certain nombre de critères. Il y a 11 critères. Quand on prend les "gnambros", ils ne respectent pas par exemple le 6e critère qui est "d'agir au niveau international". Ils res-

peut pas parler de mafia ou de criminalité organisée. Il y a un système mafieux qui est là et qui fait fonctionner les choses mais on ne peut pas aller jusqu'à parler de mafia. C'est trop dire et exagéré.

Selon vous, pourquoi les "gnambros" ne jurent que par la violence ? Pourquoi ne craignent-ils pas l'État ou les lois ?

Considérant que la vie est une jungle, d'une part, ces derniers estiment que seule la capacité à intimider ou à vaincre son adversaire pourrait leur assurer leur survie. D'autre part, ils gagnent leur assurance de par un système de parrainage qui a cours de plus en plus dans les relations sociales en Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier. Il y a aussi la solidarité qui fait qu'un "gnambro" ne dénoncera jamais un autre "gnambro" de peur de représailles ou d'un rejet de la part du groupe. Que ce soit les "gnambros" ou les "microbes", ce sont des individus qui fondent leur assurance sur des gris-gris, des amulettes et donc sur des initiations. C'est-à-dire qu'ils ont recours à des confréries initiatiques, à des sociétés secrètes, à des marabouts, etc. Sur la base de ces entités, ils ne craignent pas d'être pris. Cela leur permet d'être encore plus efficaces sur le terrain. C'est un élément qu'il faut mentionner

mais qu'on ne saurait développer davantage pour l'heure.

Quelle est la psychologie des chauffeurs de transport en commun qui se laissent dominer passivement ?

Parlant de psychologie, il y a 2 termes qui me viennent en tête. On pourrait parler d'une part, d'une sorte de masochisme parce qu'avec les informations reçues, à leurs heures de pause des chauffeurs se muent en "gnambros". Ces chauffeurs-là ne se plaignent pas parce qu'ils savent ce qui se passe. À leurs heures de pause, eux-mêmes deviennent "gnambros" dans un autre quartier. Donc, le chauffeur qui remet de l'argent aux "gnambros", c'est l'autre "gnambro" qui s'attend à ce qu'un chauffeur lui remette de l'argent. C'est un habillage. Maintenant, quand on ne s'inscrit pas dans ce schéma, il y a une forme de résignation, parce que ce ne sont pas tous les chauffeurs qui sont dans ce système.

C'est-à-dire qu'il y a une sorte d'acceptation d'être malmené de peur d'exactions gratuites. J'ai enregistré certains propos. Il y en a qui disaient comme ça : «Il ne faut pas qu'ils (les "gnambros", Ndlr) gâchent ma journée. Frère, ça va aller, un jour tout cela va finir. Ils (les "gnambros", Ndlr) ont raison, ce ne sont pas eux. C'est nous. Si même depuis là-haut (le gouvernement) rien ne peut être fait, on ne peut que constater». Tout cela est une forme de résignation.

Comment peut-on freiner ce phénomène des "gnambros" ?

En fait, c'est comme si vous me demandiez comment on peut freiner le phénomène de la drogue. C'est très complexe. Mais il faut dire que tout est une question de volonté politique. Quand je dis volonté politique, je parle de ceux qui sont là. Ils ont les armes pour freiner tout cela d'un trait. Mais je vais raisonner de façon scientifique parce que tel que je prends la chose, on pourrait penser que je suis d'un autre bord. Alors que quand la science parle, il n'y a pas de bord. La science parle pour le Rassemblement des houphouïstes pour la démocratie et la paix (Rhdpc), le Front populaire ivoirien (Fpi), le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci), ainsi de suite. Donc je pourrai dire simplement qu'il faut organiser sérieusement

le secteur du transport, tout en identifiant par exemple des zones précises de stationnement, tout en identifiant et en listant les "gnambros", en leur spécifiant leurs rôles et fonctions, en sensibilisant les tenants des rites initiatiques et des confréries (dozos, poro...). Maintenant, il y a la question des marabouts. Les dozos et le poro sont des entités constituées. On sait où les trouver. On peut aller vers eux. Mais les marabouts sont dispersés. Alors que quand les gens vont vers eux et qu'ils reçoivent des éléments qui peuvent leur permettre de braver l'autorité, en commettant des violences impunies, vous voyez que ça devient compliqué. Donc, il faut vraiment qu'on réfléchisse. On peut penser à professionnaliser ce corps de métier par la formation, la connaissance des droits et devoirs de tous les acteurs (chauffeurs, agents des forces de l'ordre, passagers...). Il faut chercher à changer les mentalités. C'est long.

Les passagers et les chauffeurs n'ont-ils un rôle à jouer pour stopper le phénomène ?

En science on parle de biais. Du moment où le chauffeur lui-même y participe d'une façon ou d'une autre, demander qu'il agisse, c'est comme si on biaisait le débat. Mais comme je le dis, il y en a qui ne sont pas dans le système. En principe, on doit leur demander d'abord de dénoncer, puis de refuser de payer cette fameuse taxe et de se conformer aux règles de stationnement. C'est ce qu'on peut leur demander. Mais dans la pratique, ça sera un peu trop compliqué. Il faut quand même l'évoquer. Les passagers, eux, sont appelés à dénoncer. Et il faut qu'ils acceptent de voyager de façon légale, c'est-à-dire en évitant les négociations. Parce qu'ils estiment qu'à la gare le coût du transport est élevé, donc il faut aller sur la route pour espérer une réduction. Quand c'est comme cela sur la route, c'est le "gnambro" qu'on trouve là-bas. Ce sont des comportements qu'il faut corriger. Tout cela ne sera possible qu'avec l'aide de l'État. Les deux (chauffeurs et passagers) ne peuvent intervenir qu'avec la couverture de l'État. Sinon sans cela, tout est peine perdue.

Réalisée par Franck SOUHONE et Eddy BIBI